

# Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

15 mai 2020

N°8

## Tous solidaires ! 1000€ reversés aux soignants

Vous avez été nombreux à participer à la souscription du 1<sup>er</sup> mai et à vous procurer le muguet virtuel du PCF. Grâce à votre générosité, c'est un grand MERCI que la fédération de Loire-Atlantique du PCF et vous même envoyez aux personnels mobilisés pendant la crise, une mobilisation quotidienne, crise ou pas !

1000€ vont être reversés au fond de dotation du  
CHU de Nantes.

L'engagement ne s'arrête pas là pour le PCF, par la voix de ses parlementaires, de ses militants, le parti continue de soutenir les luttes des personnels des hôpitaux publics pour qu'ils assurent dans les meilleures conditions leurs missions de santé publique !



## PCF : Déconfinement, lever le flou et mettre en place des actions en mesure de protéger les populations

Le constat des communistes des 4 départements ligériens est implacable : Il y a eu et il y a défaillance de protection des citoyens face au coronavirus, il prennent pour exemple le « *contexte de dégradation de notre système public hospitalier.* » « *Après des années de regroupements, fermetures et restructurations de services hospitaliers, les personnels soignants ont dû gérer la pénurie de matériels, de lits de réanimation, de matériel respiratoire et des conditions inhumaines de travail.* »

Le plan de déconfinement ne rassurent pas vraiment les communistes, loin de là ! Ils le juge flou, « *rien ne semble réellement prêt* » ajoutent-ils, estimant que cette reprise « *précipitée* » est « *plus soumise à des injonctions économiques qu'à la volonté de donner à cette stratégie des chances maximales de succès !* »

Les fédérations du PCF souhaitent toute la transparence de l'Etat sur un certain nombre de points en particulier l'état sanitaire régional. Il souhaite notamment connaître l'état de la réouverture des lits, le plan d'embauche des personnels soignants, la stratégie d'approvisionnement en matériel de protection, la situation dans les EHPAD et les moyens qui leur seront consacrés à l'avenir.

Autre mesure importante, ils réclament la création de « commission départementales et une commission régionale « *associant élus, professionnel de santé, représentants syndicaux, organisme de prévention pour évaluer les besoins, suivre la mise en œuvre des mesures d'urgence et assurer une prise de décision collective face aux enjeux de san-*

*té.* » Sur le plan des conditions de travail, là aussi ils exigent la transparence sur les conditions de reprise, des moyens pour l'inspection et la médecine du travail...

Pour l'école qui reste un enjeu important de la reprise, ils souhaitent un plan d'urgence tel que proposé par le PCF (voir le précédent NLA numérique).

Pour conclure il mettent l'accent sur la crise à venir et sur les conséquences des inégalités sociales et déplorent « *qu'aucun plan ambitieux contre la pauvreté n'ait été avancé.* »



## Reussir le déconfinement - Les 4 exigences du PCF

Le 7 mai dernier le PCF présentait un ensemble de propositions pour réussir le déconfinement : Extrait.



### 1. Une stratégie sanitaire efficace

En matière sanitaire, nous proposons avant tout l'établissement d'un **droit au masque et au test**. La marchandisation des masques par la grande distribution conduira à de graves inégalités et à des profits indécents. Les centaines de millions de masques dont ils disposent doivent être réquisitionnés et distribués gratuitement par l'État et les collectivités. Toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production de masques, de tests, d'équipements de protection, de matériel médical, de médicaments... **Des nationalisations ou prises de participation s'avéreront nécessaire et doivent être accompagnées de nouveaux critères de gestion avec les travailleurs-euses et les citoyen-ne-s**. La reprise des transports publics ne peut se faire qu'en limitant le nombre d'utilisateur-s et en leur garantissant comme aux personnels, la meilleure protection possible.

Le renforcement de l'hôpital public et des Ehpad doit être immédiatement engagé.

### 2. Une reprise de l'activité économique sélective et encadrée

**La reprise de l'activité économique doit être sélective**. Les mesures dérogatoires au droit du travail (temps de travail, congés, RTT) doivent être abrogées. À l'opposé de ces mesures, **une diminution du temps de travail est nécessaire**. Le plan de reprise du travail et ses modalités concrètes doivent être soumis, dans chaque entreprise, à l'avis conforme du comité social et économique (CSE), à défaut de rétablissement du comité d'hygiène de santé et des conditions de travail (CHSCT). Si l'avis est négatif, la reprise du travail ne doit pas avoir lieu. Nous demandons en outre le rétablissement dans leur pleine capacité d'intervention des inspecteurs du travail et des représentant-e-s du personnel. Concernant le télétravail, un nouvel accord interprofessionnel est nécessaire.

Au regard de la crise économique, **nous demandons l'interdiction des licenciements**. Nous proposons d'imposer aux grandes entreprises de renoncer à verser des dividendes. Pour les plus en difficulté, une aide directe exceptionnelle doit être

versée sous condition de maintien de l'emploi et des salaires. Le dispositif de chômage partiel doit être prolongé autant que nécessaire et son indemnisation



Signez l'appel de L'Humanité [ici](#)

### 3. Une réouverture des établissements scolaires dans un cadre national

Une rentrée « à la carte » transformant l'école en garderie n'est pas acceptable. La réouverture des écoles doit se faire dès que possible, en **garantissant une rentrée pour toutes et tous, permettant de réels apprentissages**. Les conditions de cette rentrée doivent être définies nationalement, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'éducation.

Sur le plan sanitaire, l'État doit fournir le matériel nécessaire pour suivre les préconisations du CHSCT. **Les groupes doivent être réduits à 12 enfants par classe et un recrutement massif doit être organisé pour pérenniser ces dédoublements**, ainsi que pour reconstruire une médecine scolaire digne de ce nom. Cela suppose évidemment un moratoire sur les suppressions de postes et les fermetures de classes.

Aucun-e élève ne doit être laissé-e au bord du chemin. Nous proposons la création d'un fonds national pour financer les outils indispensables aux apprentissages et garantir la gratuité de l'éducation. Au-delà de la nécessaire réduction des effectifs, les programmes et les pratiques scolaires doivent être aménagés, en incluant un temps dédié dans le service des enseignant-e-s et en organisant un plan de relance de la formation continue. La dépense nationale d'éducation doit être immédiatement augmentée en conséquence.

Enfin, nous proposons l'abrogation de la réforme du lycée et de Parcoursup, un moratoire sur l'ensemble des réformes en cours et l'ouverture d'états généraux de l'éducation.

### 4. Des mesures pour que les Français-es ne paient pas la crise !

Des millions de nos concitoyen-ne-es voient leurs ressources baisser et leurs dépenses, notamment d'alimentation, augmenter et basculent dans la précarité et la pauvreté. **Des mesures fortes doivent être prises pour que les Français-es ne paient pas la crise**.

Nous proposons le **blocage des prix de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie, des télécoms et suppression de la TVA sur les produits de première nécessité** ainsi que le gel des loyers et des prêts immobiliers. Pour les 9 millions de Français-es qui vivent sous le seuil de pauvreté, une allocation exceptionnelle allant jusqu'à 300 euros par personne et par mois doit leur être versée.

**La réforme de l'Assurance chômage doit être définitivement abrogée ainsi que celle des retraites**. Les droits des chômeurs et chômeuses arrivé-e-s en fin de droits doivent être prolongés jusqu'à la fin de l'année 2020. Nous pensons également indispensable d'augmenter, dès maintenant, le smic de 20 % et les plus bas salaires, minima sociaux et pensions en conséquence. L'action des collectivités territoriales est essentielle pour répondre aux besoins de nos concitoyen-ne-s. Tous les dispositifs visant à baisser leurs dépenses de fonctionnement doivent être levés et les charges de la dette annulées et financées par les banques privées et la Caisse des dépôts, sous condition de développer l'emploi et les investissements efficaces. Les collectivités et les associations de solidarité doivent bénéficier d'un soutien financier massif.

## Unité syndicale pour un déconfinement protecteurs des salarié-e-s

L'intersyndicale départementale CGT, FO, FSU et Solidaires s'est exprimée sur les mesures de déconfinement progressif annoncées par le Premier-ministre.

La phase 1 du plan de déconfinement a été mise en place le lundi 11 Mai, elle suscite de la satisfaction et du soulagement après 7 semaines vécues difficilement dans beaucoup de foyers. Pour autant, la pandémie n'est pas vaincue, les risques sanitaires sont élevés et les mesures de protection de la population indispensables. Le discours d'Edouard PHILLIPPE n'est pas de nature à rassurer tous les oubliés de son dispositif et néanmoins les plus fragilisées par la crise du coronavirus : les retraités, les personnes âgées en EPHAD, les sans-logements et les personnes en grande précarité. La sortie du confinement ne peut être envisagée sans remise en cause de toutes les politiques antisociales et de toutes les réformes libérales imposées à marche forcée ces dernières années, contre les services publics, la protection sociale, le droit du travail et au logement, l'assurance chômage ou la hausse des salaires. La déclaration unitaire des 4 organisations syndicales rappelle qu'« il est impératif de garantir la protection sanitaire et sociale des salariés, des agents des services publics, des retraités, des enfants et des jeunes, et qu'aucun ne doit être sacrifié sur l'autel de la reprise économique ». La reprise scolaire qui débute, soulève beaucoup d'interrogations. Et dans les entreprises, la baisse d'activité liée à la crise sanitaire est une réalité. Ses effets sur l'emploi sont palpables pour de nombreux salarié-e-s du secteur industriel et du commerce. Pour l'intersyndicale, il n'est pas acceptable que les travailleuses et les travailleurs aient à payer



la facture de la crise alors que les actionnaires seraient exemptés de contribuer à la solidarité nationale. Elle refuse « les annulations de cotisations sociales et la ponction de jours de congés et de RTT » et demande à l'Etat « que tout soit mis en œuvre pour interdire tout licenciement économique, y compris si nécessaire par la nationalisation même provisoire ». D'une voix commune, la CGT, FO, la FSU et Solidaires formulent leurs propositions pour le déconfinement :

- le dépistage systématique pour les salarié.es, des masques « FFP2 » ou a minima « chirurgicaux », du gel et toute protection individuelle nécessaire et spécifique à l'activité des entreprises et administrations pour toutes et tous ;

- aucune réouverture d'école sans avoir réuni les conditions de sécurité sanitaire : masques « FFP2 » ou a minima « chirurgicaux », gel, dépistage ;

- le respect des libertés démocratiques menacées entre autres par la mise en œuvre envisagée de « Stop covid ». Nous refusons de voir les Libertés publiques, tant individuelles que collectives, réduites sous prétexte de crise sanitaire, nous refusons l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes dès lors que les conditions sanitaires sont remplies ;

- l'interdiction des licenciements et des versements de dividendes

- la prise en charge du chômage partiel à hauteur de 100% du salaire net ;

- l'abrogation immédiate des ordonnances qui ont permis de déroger pendant la crise au droit des travailleurs et travailleuses.

Seront-elles écoutées par le gouvernement ?

## Normandie : le tribunal prolonge la fermeture de l'usine Renault

Le tribunal judiciaire du Havre a invalidé, dans une décision rendu le 7 mai dernier, la réouverture de l'usine Renault à Sandouville (76).

Saisie par la CGT Renault, la justice a reconnu que la décision de la direction de rouvrir le site ne répondait pas aux procédures d'évaluation des risques et de consultation des représentants du personnel prévues par la loi mais également par... des accords d'entreprises signés par la direction. En clair, ni le CSE, ni le CHSCT n'avaient été consultés sur un protocole de reprise de production décidé unilatéralement par la direction du site.

Depuis cette décision, une campagne médiatique infamante est dirigée à l'encontre de la CGT, à qui la direction veut faire porter le chapeau des baisses de salaires pour les



ouvriers en CDI et intérimaires. La CFDT, la CFE-CGC et FO ont qualifié la volonté de la CGT de faire respecter le droit « d'irresponsable » mais n'ont néanmoins pas réagi au fond de la décision rendue par le tribunal à savoir que d'une part les élus du personnel n'ont pas été consultés et que d'autre part l'évaluation des risques pesant sur les salariés était insuffisante. Dans la décision du tribunal du Havre, ce sont donc la représentation du personnel et la santé

des salariés qui ont primé sur la reprise de la production. Force est de constater que cette logique qui avait emporté l'adhésion de l'ensemble des syndicats chez Amazon ne fonctionne plus chez Renault.

Afin d'appuyer sa volonté d'une réouverture rapide, la direction s'appuie sur la menace du chômage partiel des ouvriers – le site emploie près de 700 intérimaires – pour pointer du doigt la CGT. On croirait presque que les salaires sont versés par un syndicat et que la décision d'avoir massivement recours à une main-d'œuvre externalisée et précarisée tenait de la volonté de la CGT ! La décision de faire primer l'Humain sur le profit doit être saluée et devrait servir de piqûre de rappel à certains « partenaires sociaux » sur les responsabilités de chacun dans un conflit

## Déconfinement et rentrée scolaire : la section de Nantes en débat

A l'initiative de la cellule Guy Môquet, la section de Nantes du Parti communiste



français organisait le 6 mai dernier un débat portant sur les conditions de mise en œuvre d'une rentrée scolaire sereine en période de déconfinement.

Le débat, tenu en raison du contexte par visioconférence, a réuni des enseignants, parents d'élèves et professionnels de l'éducation nationale, militants ou non. Les discussions ont porté sur les risques sanitaires de la réouverture mal-préparée

des écoles mais également sur l'accroissement des inégalités porté par le confinement : près de 8 % des élèves sont injoignables par l'éducation nationale ! Alors que le gouvernement a joué du flou artistique sur la question des écoles, préférant reporter sa responsabilité sur les maires, plusieurs intervenantes de l'éducation ont relevé le peu d'informations dont elles disposaient de la part de leur hiérarchie. Le débat a permis de faire émerger plusieurs axes de travail : les combats contre la destruction de l'école républicaine ont été si nombreux depuis plusieurs années que personne ne souhaitait le retour « à la normale » et en même temps, les différents acteurs de l'école sont trop souvent isolés les uns par rapports aux autres dans leurs luttes. La section de Nantes s'est donc engagé à mener un travail d'évaluation du déconfinement à l'école afin d'engager un travail de fond dans les mois à venir.

## A voir ou à revoir...



Le Facebook live du PCF en présence de Fabien Roussel (PCF) Philippe Martinez (CGT) et Benoît Teste (FSU), c'est par [ici](#)...

## Situation sanitaire des personnes âgées : LaREM fait l'autruche ?

Le 30 avril dernier, Michèle Picaud, membre de l'USR-CGT 44 (et de la section de St-Nazaire du PCF) assistait à une visio-conférence organisée par la Députée LaREM Audrey Dufeu-Schubert dans le cadre de sa mission gouvernementale pour améliorer « la place et l'image » des personnes âgées dans la société.

Colère de Michèle Picaud : « *Je suis dépitée, je pensais que la crise sanitaire allait être évoquée.* » a écrit la militante dans une longue lettre adressée à la députée de Loire-Atlantique.

Et Michèle Picaud d'accuser : « *Votre débat s'est déroulé comme en dehors d'un temps de crise sanitaire, ignorant qu'il y avait depuis 2 mois des milliers de morts, sans oublier les 9 000 personnes âgées décédées selon le SMG et non comptabilisées. J'avais, pour préparer cette conférence, pris des contacts auprès de certaines structures, j'ai pu constater que les personnels étaient inquiets du "phénomène de glissement" de leurs résidents et des conséquences psychologiques pour eux et leurs familles angoissées pour leurs parents. J'aurais aimé que vous évoquiez la situation actuelle avec les manques de matériel, de masques, de gel hydro-alcoolique tant pour les résidents que pour les personnels. Les personnels m'ont*

*confié apprécier les renforts importants d'étudiants, d'aide soignants, et internes pendant cette période de crise mais que leur direction n'avait aucune visibilité sur la situation de demain. A domicile, la situation n'est pas brillante non plus, les personnels n'ont qu'une blouse pour tous les passages par semaine, manque de masque en nombre, etc... Vous n'avez même pas évoqué les tests pour les personnels et les résidents* ».



La colère de Michèle Picaud révèle à quel point la majorité refuse de regarder l'ampleur du désastre de sa politique, si d'ailleurs, politique il y a pour protéger les séniors dépendants.

Et la militante de conclure d'une pique : « *Madame la Députée, vous avez conclu votre conférence en souhaitant à chacun une belle « fête*

*du muguet* », quel affront pour les travailleurs. **Permettez-moi de vous rappeler "Le 1er mai" est né à Paris, au centenaire de la révolution et doit rester un jour de lutte et de solidarité internationale des travailleurs, même si cette année nous sommes privés de nos défilés, nos revendications restent intactes et nous ne manquerons de revenir vers vous. »**

SECTION VAL DE LOIRE

**Confidencesdeconfines.fr**  
Un blog pour se souvenir

L'objectif est de mettre des mots sur le ressenti des gens confinés chez eux et de donner à cette expression une dimension artistique par la publication des textes illustrés de photos en noir et blanc à la fenêtre.

Les étapes :

Une équipe de 5 personnes :

- l'une a créé le blog qui accueille,
- une autre a communiqué sur l'action,
- l'écrivaine publique de Ste Luce avec qui j'ai initié confidencesdeconfines saisit les textes
- Anthony Descloziers apporte sa caution à chaque texte
- et moi je publie.

Aujourd'hui, sur facebook, c'est un témoignage par jour

Les photos sont postées sur Instagram

Les gens sont heureux de s'exprimer et fiers d'être publiés

Plus tard, une exposition de photos...

S'exprimer sur le blog confidencesdeconfines s'adressent aux lucéens, à leurs familles et à leurs amis. Allez sur le blog, j'attends vos témoignages camarades

Yolande DREANO Section Val de Loire

**... ma nièce a eu un bébé**

Avec ce confinement, j'ai pris toujours le côté positif. Nous avons la chance avec mon mari d'être confinés dans une maison et avoir un petit jardin. On a eu le beau temps On a profité de la nature Respiré l'air propre Entendu les oiseaux Vu les animaux sur la route : la chat, le pigeon et la corneille... [\(lire la suite sur le blog\)](#)



Confiné depuis le 17 mars, employé à la mairie de Nantes comme concierge, j'ai dû ...



J'ai pu dormir 2 nuits par semaine avec...



La pendule s'est arrêtée...



Exemples...